



**PRÉFET  
DES DEUX-SÈVRES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale  
de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres

Niort, le 25/03/2026

ZI de Saint Liguairé  
4 rue Alfred Nobel  
79000 NIORT

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **REVEAU MENUISERIE (Bâtiments A et B)**

Rue des Vallées  
79140 Combrand

Références : 0007202116 / 2026 / 157  
Code AIOT : 0007202116

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/03/2026 dans l'établissement REVEAU MENUISERIE (Bâtiments A et B) implanté RUE DES VALLEES 79140 Combrand. L'inspection a été annoncée le 06/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection du 05/03/2026 est réalisée dans le cadre de l'action régionale 2026 'produits chimiques' de la DREAL, qui compte environ 230 inspections. Le référentiel réglementaire utilisé pendant l'inspection est composé du Règlement européen n° 1907-2006 du 18/12/2006 dit "REACH", de l'arrêté préfectoral d'enregistrement du 13/11/2018, de l'arrêté ministériel du 02/09/2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2410 et de l'arrêté ministériel du 02/05/2002 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique 2940.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- REVEAU MENUISERIE (Bâtiments A et B)
- RUE DES VALLEES 79140 Combrand
- Code AIOT : 0007202116
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement REVEAU MENUISERIE de Combrand fabrique du mobilier en bois : bois tropical, chêne, pin. Cette dernière essence suit un traitement insecticide. L'établissement est certifié conforme au référentiel ISO 14001, depuis 2011. Son activité d'application de peintures n'emploie pas de liquide à base de solvants organiques ; il s'agit de produits à base aqueuse. Dans le bâtiment A, sont exercées des activités d'usinage, de peinture, de traitement biocide, d'égalisateur de teintes. Dans le bâtiment B, seule une activité d'usinage est réalisée.

L'établissement REVEAU MENUISERIE "bâtiments A et B" de Combrand exploite une installation de travail du bois classée en rubrique ICPE n° 2410 sous le régime 'Enregistrement' encadré par l'arrêté du 13/11/2018 et une activité d'application de vernis ou peinture classée en rubrique ICPE n° 2940 sous le régime 'Déclaration'.

L'établissement REVEAU MENUISERIE de Combrand compte environ 120 personnes (y compris l'établissement 'bâtiment C' voisin). Il fait partie du Groupe RIDORET (environ 800 personnes).

**Contexte de l'inspection :**

Inspection généraliste produits chimiques

**Thèmes de l'inspection :**

AR – 3

REACH

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :

- ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35	Demande d'action corrective	2 mois
2	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37-5.	Demande d'action corrective	2 mois
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 02/05/2002, article 2.10	Demande d'action corrective	2 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
4	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 02/05/2002 article 2.10 de l'annexe I

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'établissement utilise un petit nombre de produits chimiques. Le traitement insecticide du bois utilise un biocide dilué, par aspersion. La visite ne montre pas d'incidence sur l'environnement. Cependant, l'examen des conditions d'utilisation des produits chimiques montre des non-conformités en matière d'accès aux FDS et de prévention des égouttures.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Fiche de données de sécurité (FDS)

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 31 : Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité [...]  Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.
<b>Constats :</b>  Le 05/03/2026, l'exploitant nous a présenté sa liste des produits chimiques utilisés dans l'établissement.  Ces produits sont principalement utilisés pour l'application de colle, peinture, biocide. L'activité de travail du bois classée en rubrique ICPE 2410 n'en utilise pas ou très peu. Les inspecteurs de la DREAL se sont principalement intéressés à l'atelier d'aspersion de biocide sur pièces en bois :



Le dépôt de produits (voir Point de contrôle n° 3) est voisin de l'atelier d'aspersion. Le 11/03/2026 (envoi différé admis par les inspecteurs de la DREAL), l'exploitant nous a transmis les fiches de données de sécurité des produits chimiques suivants vus pendant l'inspection :

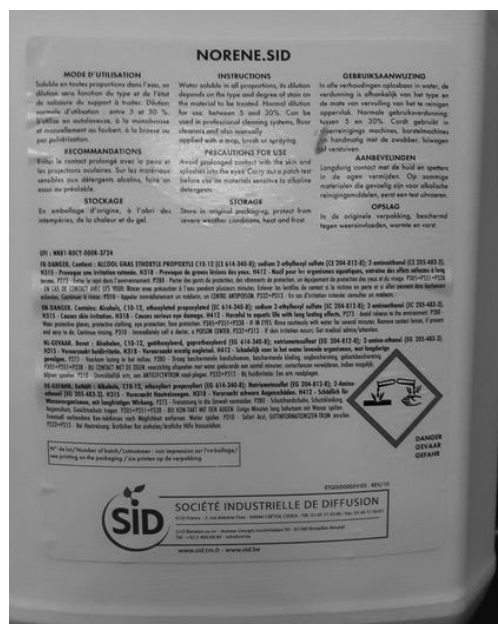
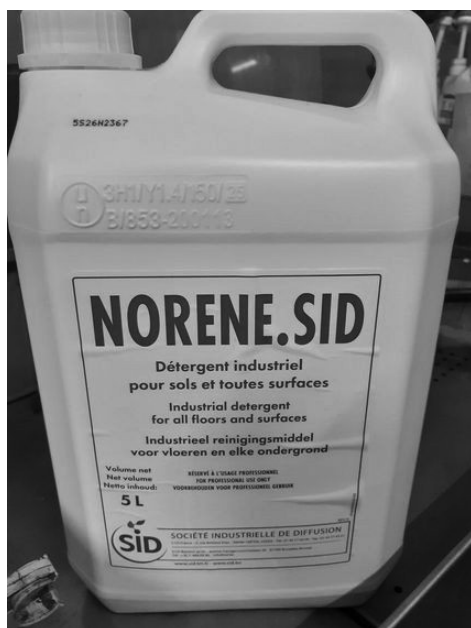


- "AXIL 3000" fabriqué par BERKEM (FDS du 22/12/2023), produit à usage biocide composé d'ETHER MONO-ETHYLIQUE DU DI-PROPYLENE-GLYCOL (entre 2,5 et 10 %), de TENSIOACTIF NON IONIQUE (entre 2,5 et 10 %), de 1-METHOXY-2-PROPANOL (entre 1 et 2,5 %), de CYPERMETHRINE (entre 1 et 2,5 %), de TEBUCONAZOLE (< 1%), de PROPICONAZOLE (< 1 %) et de BUTYL-CARBAMATE DE 3-iodo-2-propynyle ("IPBC") (< 1%), conditionné en bidons de 20 litres. Ce mélange est classifié comme suit : Lésions oculaires graves, Catégorie 1 (H318) ; Peut produire une réaction allergique (EUH208) ; Toxicité pour la reproduction, Catégorie 1B (H360D) ; Toxicité aiguë pour le milieu aquatique, Catégorie 1 (H400) ; Toxicité chronique pour le milieu aquatique, Catégorie 1 (H410). Il ne présente pas de danger physique.

- au niveau de l'atelier d'aspersion, AXIL 3000 dilué dans l'eau à 15% : FDS du 29/12/2023, qui couvre les dilutions comprises entre 13 et 20 %. Le mélange ainsi dilué est classifié : Peut produire une réaction allergique (EUH208) ; Toxicité aiguë pour le milieu aquatique, Catégorie 1 (H400) ; Toxicité chronique pour le milieu aquatique, Catégorie 1 (H410).



Au cours de la visite, l'exploitant nous a présenté l'atelier de maintenance de l'établissement, qui comporte une fontaine de nettoyage des pièces. Il utilise le "NORENE.SID" fabriqué par la société SID. Un carton contenant quelques bidons de 5 litres était présent.



Le 11/03/2026 (envoi différé admis par les inspecteurs de la DREAL), l'exploitant nous a transmis la fiche de données de sécurité correspondante (version du 25/05/2022). Le NORENE.SID est un détergent qui contient : (2-methoxy-methyl-ethoxy)propanol (entre 10 et 25 %) ; ALCOOL GRAS ETHOXYLE-PROPOXYLE C10-12 (entre 1 et 5 %) ; sodium 2-ethylhexyl sulfate (< 2,5 %) ; 2-amino-éthanol (< 2,5 %). Il est classifié : Corrosif/irritant pour la peau, catégorie 2 (H315) ; Lésions oculaires graves/irritation oculaire, catégorie 1 (H318) ; Dangereux pour le milieu aquatique - Danger chronique, catégorie 3 (H412).

Le 05/03/2026, les inspecteurs de la DREAL notent que les conditions d'accès, pour les utilisateurs de produits chimiques, aux fiches de données de sécurité ou à leurs passages importants, sont complexes. L'exploitant déclare qu'un mode opératoire est en cours de rédaction, dont l'objet est notamment d'améliorer cet accès.

Le décompte rapide des quantités de produits biocides présents (produit pur + produit dilué) n'a pas montré le dépassement du seuil de classement de la rubrique ICPE n° 2415 (200 litres), rubrique qui vise les : *"Installations de mise en œuvre de produits de préservation du bois et matériaux dérivés [...]"*.

Dans le bâtiment A, les inspecteurs de la DREAL ont constaté la présence d'anciens bidons de produits chimiques. Ils sont connectés à la purge des condensats d'une machine à café et d'une fontaine d'eau froide, qui portent encore l'étiquetage de préparations dangereuses :



**Demandes formulées à l'exploitant, à la suite du constat :**

- L'exploitant doit mettre en œuvre l'obligation de mise à disposition des informations des fiches de données de sécurité aux utilisateurs.
- L'exploitant doit transmettre, sous 2 mois, un décompte précis et exhaustif de la quantité maximale susceptible de produits biocides d'être présente dans l'établissement, au regard des critères de classement fixés par la rubrique n° 2415 de la nomenclature des ICPE
- L'exploitant doit justifier, sous 2 mois, qu'il a pris les dispositions pour éviter toute confusion sur la présence ou non de préparations dangereuses via les étiquetages apposés sur les emballages qu'il réemploie.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 2 : Mesures de maîtrise des Risques**

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 18/12/2006, article 37-5.

**Thème(s) :** Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles

### Prescription contrôlée :

Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes : [...] a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;

### Constats :

Comme noté dans le point de contrôle n° 3, l'atelier de traitement biocide des pièces de bois dispose de capacité de rétention des écoulements accidentels.

- La FDS du 29/12/2023 du produit AXIL 3000 dilué dans l'eau à 15% prévoit dans sa rubrique 7.1 d'"... assurer un remplissage et dosage sans éclaboussure" : l'inspection a constaté que ce fût en plastique, à l'intérieur duquel le mélange Eau+Biocide est réalisé, présente de nombreuses traces d'égouttures. Cette observation suggère que le mode d'exploitation actuel ne prévient pas les égouttures.

L'inspection rappelle à l'exploitant que les emballages doivent être disposés de façon à ce que l'étiquetage soit visible en permanence. En effet, à l'arrivée de l'inspection, les faces visibles du fût en plastique (d'environ 120 litres) à l'intérieur duquel le mélange Eau+Biocide est réalisé ne comportaient pas l'étiquetage de danger. Celui-ci existait mais il était déposé sur la face du fût orientée vers le mur



Dans l'atelier de maintenance, quelques produits chimiques sont stockés sur rétention (ce qui est bien sûr pertinent) mais aussi à proximité de sources potentielles d'incendie : stock de batteries électriques apparemment usagées ; planche en bois.





<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant doit modifier les conditions d'exploitation pour lever les anomalies précitées (conteneur sans étiquetage de danger visible ; nombreuses traces d'éclaboussures ; abord du dépôt de produits chimiques non sécurisé).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

### N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/05/2002, article 2.10
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Cuvettes de rétention
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 2.10 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 02/05/2002 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique 2940 :</p> <p>« Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</li> <li>- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.</li> </ul> <p>Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. Le stockage sous le niveau du sol n'est autorisé que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assurant une protection équivalente. L'étanchéité des réservoirs est contrôlable.</p> <p>Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres.</p> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour le dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en conditions normales. [...] »</p>

**Constats :**

Le 05/03/2026, nous constatons que le dépôt de peintures et de biocide dispose d'une rétention :



Idem pour l'atelier d'aspersion de biocides (pour la partie visible du réseau) :



Dans l'atelier de maintenance, la plupart des produits sont placés au-dessus d'une rétention :



mais pas un carton de bidons de dégraissant (produit mis en œuvre dans une « fontaine de nettoyage »), déposé au sol. L'exploitant indique que c'est un dépôt temporaire.



**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit respecter en permanence l'obligation de stocker les liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol ou de provoquer un accident sur une cuvette de rétention adaptée au volume à contenir.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

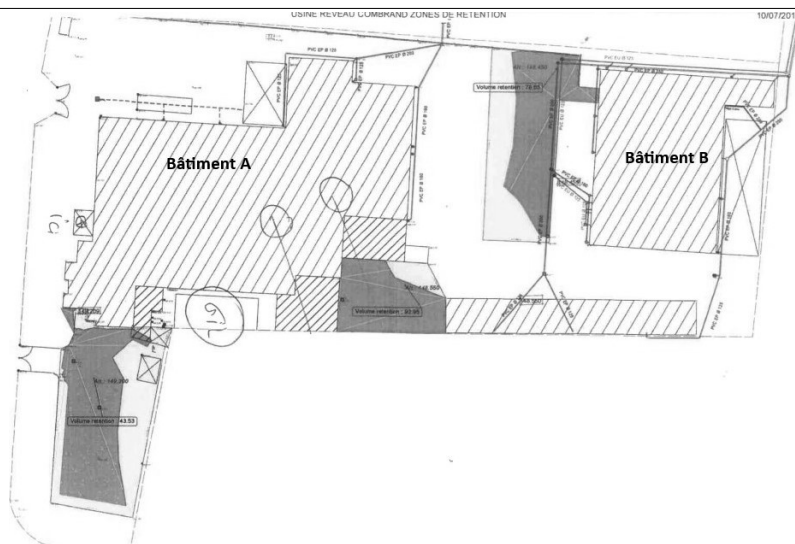
**Proposition de délais :** 2 jours

#### N° 4 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/05/2002, article 2.10
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Produits incompatibles
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 2.10 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 02/05/2002 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique 2940 :  <i>« [...] Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne sont pas associés à la même cuvette de rétention. [...] »</i>
<b>Constats :</b>  Le 05/03/2026, nous n'avons pas relevé la présence de produits incompatibles partageant la même cuvette de rétention.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Etat des stocks de produits chimiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/05/2002, article 3.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des stocks
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 3.5 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 02/05/2002 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique 2940 :  <i>« 3.5. Registre entrées/sorties L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu en permanence à la disposition permanente de l'inspecteur des installations classées et des services d'incendie et de secours. La présence dans les ateliers de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation. »</i>
<b>Constats :</b>  Le 05/03/2026, l'exploitant nous a présenté une liste des produits chimiques présents dans son établissement. Elle comporte les quantités présentes au sein de l'établissement, toutefois l'unité n'est pas toujours exprimée. Un plan de l'établissement a également été présenté à l'inspection:



Cependant, il ne disposait pas d'un plan général des stockages.

Toutefois, le 11/03/2026, il a transmis à la DREAL un plan de stockages des produits chimiques et des produits inflammables, établi suite à nos échanges pendant l'inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite